

Politique de santé

Neuf fédérations du grand âge expriment leur ras-le-bol sur la lenteur de l'État

Publié le 30/01/20 - 18h20

Is sont neuf à appeler une fois de plus à l'action. Ce 30 janvier, l'AD-PA, la Conférence nationale des directeurs d'établissements pour personnes âgées et handicapées (CNDEPAH), la Croix-rouge française, la Fnadepa, la Fnaqpa, l'Uniopss, la Mutualité française, Nexem et l'Una ont signé un communiqué commun. *"Deux ans jour pour jour"* après le premier mouvement de grève nationale, ils exhortent l'État à *"s'engager durablement en faveur du grand âge"* en présentant *"dans les plus brefs délais"* le projet de loi Grand âge et autonomie.

Constatant que les *"problèmes demeurent"*, tous appellent *"à la mise en œuvre effective de mesures concrètes, d'un calendrier stable et à une réforme lisible, coordonnée et dignement financée"*. Qualité d'accompagnement, taux d'encadrement, attractivité des métiers, modernisation des régimes des autorisations sur le volet domicile, gratification des actions de prévention, affectation graduelle de la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS)... Les pistes déjà portées par les fédérations sont réitérées d'une voix commune. Et d'estimer, à l'aube de la conférence de financement associée au projet de loi retraite, *"que les deux réformes sont liées et doivent être menées de concert"*. Une approche pourtant balayée par la ministre des Solidarités et de la Santé, Agnès Buzyn, elle-même, à l'occasion de ses vœux pour 2020, le 28 janvier dernier (lire notre [article](#)). Le financement de la réforme *"sera proposé en même temps que le projet de loi"* et il n'y a *"pas de lien"* avec les travaux prévus sur le financement des retraites, a-t-elle alors signalé.

Agathe Moret